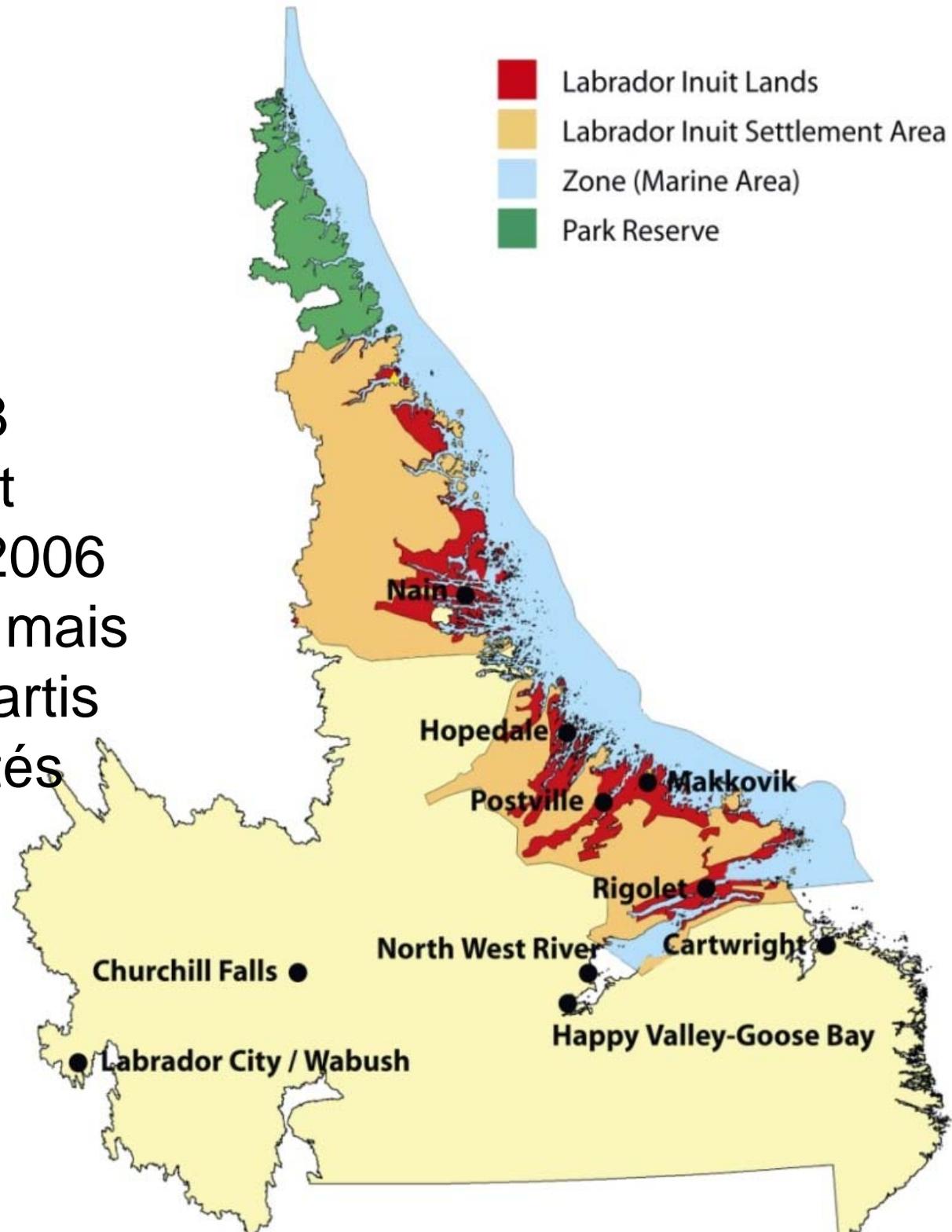


NUNATSIAVUT

- Entente finale 2003
- Gouvernement inuit
- Première élection 2006
- 6500 citoyens inuit mais 2500 habitants répartis dans 5 communautés



Historique de l'adoption des politiques sur l'uranium au Nunatsiavut

2005 : Création du gouvernement régional inuit du Nunatsiavut

2008-2011 : Décret d'un moratoire pour que le gouvernement puisse se doter de législations environnementales visant à encadrer l'exploitation des ressources non renouvelables sur son territoire.

2011 : Révision du moratoire

Consultations publiques concernant la possible levée du moratoire

- Formation d'un comité spécial, composé de représentants du ministère du Territoire et des ressources naturelles et des maires de chacune des communautés inuites
- Début des consultations dans les cinq communautés inuites le 24 octobre 2011 (Rigolet, Postville, Makkovik, Hopedale, Nain) de même que dans les villes de Happy Valley-Goose Bay, North West River et St. John's

Satisfaction à l'égard du processus de consultations publiques

Données tirées du rapport public de la firme Sikumiut :

- Délais serrés
- Possibilité que les communautés les plus touchées aient davantage de poids décisionnel
- Information pro-uranium, selon certains
- Représentants du comité spécial en conflit d'intérêts, selon certains
- Conséquences de l'exploitation d'uranium sur la santé publique et l'environnement minimisées

Toutefois :

- Un nombre significatif de participants ont jugé pertinente l'information fournie et ont apprécié de pouvoir exprimer leurs préoccupations au comité

Pour ou contre la levée du moratoire?

Pour :

- Assurer le développement économique des communautés inuites (création d'emplois spécialisés et de contrats pour les entreprises inuites, redevances aux communautés)

Contre :

- Préoccupations à l'égard de la santé publique, des dommages sur l'environnement et la faune

Résultat du processus de consultations

- **la décision de lever le moratoire a été prise unanimement** par les membres de l'Assemblée du Nunatsiavut, le 12 décembre 2011
- Selon le rapport de la firme Sikumiut Environmental Management Ltd., seule la communauté de Nain était majoritairement en désaccord avec la levée du moratoire
- La levée du moratoire ne sera officielle que lorsque l'Environment Protection Act du Nunatsiavut sera en vigueur, soit en le 12 mars 2012

Politiques entourant l'exploitation de l'uranium au Nunatsiavut

- Nunatsiavut Environment Protection Act
- Mineral Exploration and Quarrying Standards Act
- Les évaluations environnementales sont également assujetties aux lois provinciales et fédérales

Les compagnies minières doivent assumer les coûts liés à :

- la réduction de tous les impacts environnementaux négatifs que pourraient entraîner les projets
- la mise en place et le maintien de programmes de monitoring et de suivi des projets
- La fermeture et la restauration des sites une fois les projets complétés

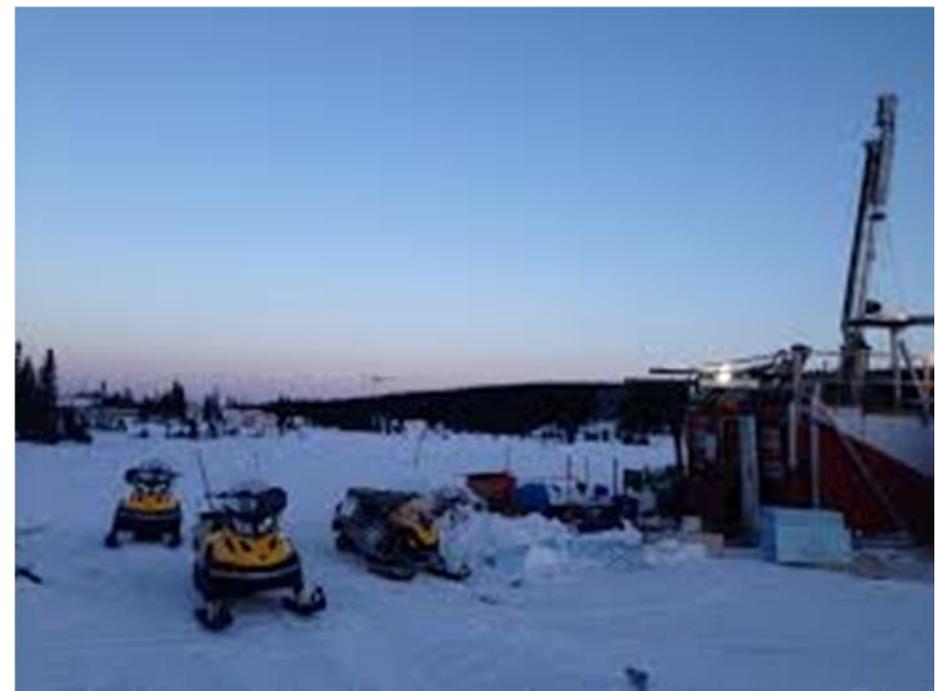
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR REGULATION : *Mineral Exploration Standards Regulations* under the *Labrador Inuit Land Claims Agreement Act* (O.C. 2007-153)

Standards particuliers associés à l'exploration de l'uranium :

- Un plan d'action sur la santé et la sécurité doit être joint avec le plan de travail (mesures prises pour assurer la protection des employés contre l'exposition aux substances radioactives et protocole de transport et de manipulation des échantillons radioactifs).
- Après le remblayage de tranchées, les niveaux de gamma ne doivent pas dépasser $1.0\mu\text{Sv}$ à 1m au-dessus de la surface du sol.
- Lors du stockage de base sur le site d'exploration, les niveaux de gamma à 1 mètre au-dessus de la surface doivent être maintenus en dessous $1.0\mu\text{Sv}$, et en aucun cas ils ne sont autorisés à dépasser $2.5\mu\text{Sv}$.

Contexte actuel concernant l'exploitation de l'uranium au Nunatsiavut

- Coûts faibles de l'uranium sur le marché
- Un projet majeur d'uranium en exploration : Aurora Energy de la compagnie *Paladin Energy Ltd.*
- Après la levée du moratoire, la phase d'exploration a repris à l'été 2012

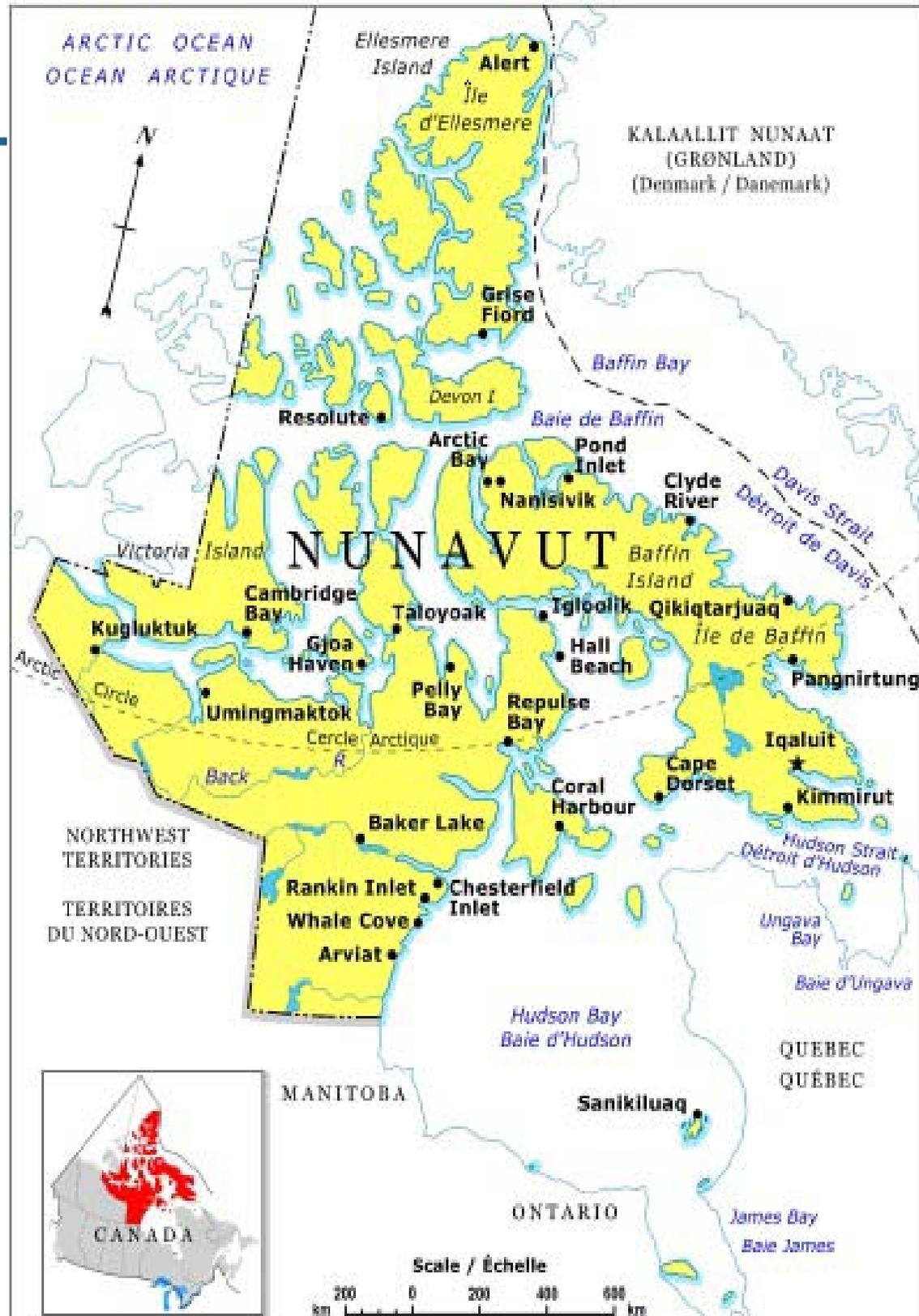


Crédits : Aurora Energy Ltd.



Nunavut

- Créé en 1999
- Statut de territoire
- Gouvernement public
- 30 000 habitants, 85% sont inuit
- 28 communautés
- 2 acteurs principaux: GN et NTI
- Consultations organisées par le Nunavut Impact Review Board



Historique de l'adoption des politiques sur l'uranium au Nunavut

1979: Les Inuit de Baker Lake font interdire l'exploitation d'uranium dans leur région

Gouvernement du Nunavut

- 2010: approuve l'exploitation de l'uranium sur le territoire;
- 2012: création de la politique autorisant l'extraction d'uranium sous certaines conditions.

Nunavut Tunngavik Inc (NTI)

- 2007 : création de la politique autorisant l'extraction d'uranium sous certaines conditions;
- 2011: révision de la politique déjà existante.



Les politiques sur l'uranium du Nunavut

L'Énoncé de politique du gouvernement du Nunavut

1. L'uranium extrait au Nunavut devra être utilisé à des fins pacifiques et respectueuses de l'environnement.
2. Les Nunavummiut doivent être les principaux bénéficiaires des activités de développement liées à l'exploration et à l'exploitation de l'uranium.

Politique de NTI concernant l'uranium

1. that nuclear energy should be used for peaceful and environmentally purposes;
2. that Inuit get "significant" economic benefits;



GN

3. La santé et la sécurité des travailleurs participant au développement des gisements d'uranium et de tous les Nunavummiut doivent être protégées conformément aux normes nationales en vigueur au Canada.
4. Les normes environnementales devront être respectées lors de l'exploration et l'exploitation de l'uranium, tout particulièrement en ce qui a trait aux terres, aux ressources hydriques et aux ressources fauniques.
5. L'exploration et l'exploitation de l'uranium doivent recevoir l'appui des Nunavummiut, tout particulièrement des collectivités situées à proximité des sites d'exploration et d'exploitation.

NTI

3. that human health, including the health of workers and all Nunavummiut, be protected;
3. that uranium mining and exploration not be done in a way that damages people, wildlife, or the environment;
3. that Inuit in affected communities get a chance to participate in environmental assessments and in the operations of uranium mines

Processus utilisés pour adopter les politiques sur l'uranium

Gouvernement du Nunavut

- Étude formelle réalisée afin d'évaluer les impacts découlant de l'exploitation de l'uranium;
- Rapport « Uranium in Nunavut Review » produit par la suite;
- Forums publics organisés afin de consulter la population et que celle-ci puisse s'exprimer.

NTI

- Révision et mise à jour de la politique mise en place en 2007;
- Forums publics organisés afin de consulter la population et que celle-ci puisse s'exprimer.

Oppositions contre l'exploitation de l'uranium au Nunavut

The Baker Lake hunters and trappers organization (HTO):

- Milite contre la réalisation du projet de la mine Kiggavik, par la compagnie Areva Resources Canada's;
 - Craint que ce projet entraîne de lourdes conséquences sur la chasse et la trappe des caribous.
- * Le projet principal qu'Areva tente de développer est la création d'une mine d'uranium à Kiggavik, situé dans la région de Kivalliq, à environ 80 km de Baker Lake.

